



rapport annuel

2006/2007

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Verband der Schweizer Unternehmen
Federazione delle imprese svizzere
Swiss Business Federation

Impressum

Cette publication paraît en allemand et en français
Composition et production: Daniel Stähli, Visuelle Kommunikation, Zurich
Impression: Feldner Druck AG, Feldmeilen
© economiesuisse 2007

L'économie suisse s'est présentée en 2006 sous un jour réjouissant. Toutes les prévisions de croissance formulées en début d'année ont été nettement dépassées et la marche des affaires a évolué favorablement dans la plupart des branches. L'emploi s'améliore aussi et, malgré le dynamisme de la conjoncture et la hausse des prix de l'énergie, la situation est restée calme sur le front des prix. La forte concurrence découlant de la mondialisation et l'ouverture à l'UE du marché suisse de l'emploi y ont certainement contribué.

En politique économique également, des résultats substantiels ont été atteints l'an passé. Avec l'acceptation des articles constitutionnels sur l'éducation, le rejet de l'initiative COSA et l'approbation de la loi sur la coopération avec l'Europe de l'Est, les résultats de toutes les votations importantes ont été conformes aux vœux de l'économie. Ainsi, la voie bilatérale avec l'UE a été confirmée une fois de plus. Dans le domaine fiscal, le règlement de la question de la liquidation partielle indirecte a permis de venir à bout d'un sujet sensible pour les PME.

Pour economiesuisse, l'année 2006 a été une année de transition. Après plus de cinq ans passés à la présidence de notre Fédération, Ueli Forster a remis son mandat à Gerold Bühler le 20 novembre. M. Forster peut être fier de son bilan. Les membres, le Comité et la direction d'economiesuisse lui expriment leur très profonde gratitude. Sa clairvoyance, son autorité, sa force de persuasion doublée d'un sens politique aigu et d'une grande patience ont été d'une valeur inestimable, précisément dans les moments difficiles que notre association a traversés.

Pour cette année aussi, on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'économie suisse continue d'être solide et dynamique. L'économie mondiale, qui s'appuie largement sur la consommation, les investissements et l'exportation, évolue positivement. La conjoncture mondiale demeure robuste. Toutefois, les risques liés aux déséquilibres mondiaux des balances de paiements, aux instabilités géopolitiques qui pourraient pousser le prix du pétrole à la hausse ou à une éventuelle renaissance du protectionnisme après la suspension du Cycle de Doha ne sauraient être écartés.

Le propre de la politique suisse est de ne permettre que des réformes progressives. En cette année électorale, et même si l'évolution économique enregistrée depuis 2004 est positive, ces petits pas ne doivent pas se transformer en «surplace» qui amènerait notre pays à passer à côté des défis mondiaux. Il importe d'aller de l'avant sans restrictions dans nos priorités de politique économique. Car nous ne devons pas oublier que l'accroissement de la productivité est décisif pour la prospérité. Seules des entreprises compétitives peuvent y contribuer.

C'est pourquoi, en 2007 également, economiesuisse engagera toute sa force en faveur de la mise en œuvre des meilleures conditions-cadre possibles pour les entreprises suisses.



Gerold Bühler
Président



Rudolf Ramsauer
Président de la direction

Situation économique générale

Dans l'ensemble, l'économie s'est présentée sous un jour réjouissant. La conjoncture s'est appuyée largement sur la consommation, les investissements et l'exportation. L'utilisation des capacités de production dans l'industrie a été élevée, la situation bénéficiaire a évolué favorablement dans la plupart des branches et l'emploi s'est amélioré. Le nombre des chômeurs enregistrés et des chômeurs au sens plus large est en recul depuis 2004. Malgré une conjoncture dynamique et des prix de l'énergie en hausse, l'inflation est restée contenue. La forte concurrence liée à la mondialisation persistante et l'ouverture du marché suisse du travail vis-à-vis de l'UE ont notamment contribué à cet état de fait.

À la fin de l'année, economiesuisse a évalué la croissance réelle pour 2006 à 2,9%, avec un taux de chômage de 3,1% et un taux d'inflation de 1,3%. La Suisse enregistre depuis 2004 une évolution économique positive. Elle a pu rattraper partiellement le retard qu'elle avait accumulé entre 2001 et 2003.

Succès d'economiesuisse en matière de politique économique

Sur le plan de la politique économique, 2006 a été une bonne année. Au premier semestre, la politique européenne a suivi la ligne définie par le Conseil fédéral. economiesuisse a rapidement publié sa prise de position intitulée «Politique européenne: Le pragmatisme, garant du succès». Cette analyse montre clairement que seule la voie bilatérale avec l'UE peut être prise en considération dans les conditions actuelles. Elle offre en effet la flexibilité nécessaire pour une collaboration pragmatique avec les principaux partenaires commerciaux de la Suisse, dans l'intérêt des deux parties.

Dans la foulée, economiesuisse a demandé de développer le réseau suisse d'accords de libre-échange, afin que notre pays puisse ouvrir de nouveaux marchés avec tous ses principaux partenaires économiques. Suite à la suspension des négociations du Cycle de Doha menées dans le cadre de l'OMC, cette démarche est indispensable au succès d'une économie ouverte sur le monde entier.

L'opposition de l'UDC et des milieux conservateurs de droite à la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est, qui a fait l'objet d'un référendum, a été combattue avec succès. L'acceptation de la loi par les citoyennes et citoyens le 26 novembre 2006, appuyée massivement par l'économie, a permis d'assurer la voie bilatérale avec l'UE.

En matière de fiscalité et de finances publiques, l'engagement continu d'economiesuisse a permis de mettre sous toit la liquidation partielle indirecte et d'éliminer ainsi un obstacle fiscal de taille. Le Parlement s'est prononcé pour une solution pragmatique, axée sur la lutte contre les abus, dans le traitement fiscal des successions d'entreprises. Toutes les PME qui prévoient d'organiser la succession au sein de la famille ou avec des collaborateurs de l'entreprise en profiteront. economiesuisse a aussi largement participé à l'élaboration d'une communication de l'Administration fédérale des contributions concernant la pratique en matière de TVA. Ce texte sert à concrétiser la directive du Conseil fédéral selon laquelle des vices de forme ne doivent pas entraîner des reprises d'impôt si la Confédération n'a pas subi de pertes fiscales. Cette communication constitue une base importante pour le traitement correct de la TVA.

economiesuisse a obtenu un succès en s'engageant contre l'initiative «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS», projet lancé par la gauche et mêlant de façon peu raisonnable la politique monétaire et la politique sociale. La Fédération des entreprises suisses a notamment convaincu très rapidement 450 personnalités de l'économie suisse à signer un manifeste appelant l'opinion publique à rejeter l'initiative et à accorder sa préférence au contre-projet du Conseil fédéral.



La loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est a été approuvée par 53,4 pour cent des voix.



L'initiative populaire «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS» a été rejetée par 58,3 pour cent des voix le 24 septembre.

Dans la perspective des réformes à venir dans les domaines de la formation et de la recherche, economiesuisse a apporté une contribution considérable en publiant «La Suisse en route vers la société du savoir». Cette publication intègre les axes prioritaires pouvant, aux yeux de l'économie, renforcer durablement le système suisse de la formation et de la recherche. L'étude a été réalisée en collaboration avec l'Institut de management de la technologie (ITEM) de l'Université de Saint-Gall, sous la direction du professeur Olivier Gassmann. Les milieux économiques se sont aussi engagés fortement en faveur des articles constitutionnels sur l'éducation, que le souverain a approuvés dans le sens souhaité par l'économie le 21 mai 2006.

En politique de la concurrence, economiesuisse s'est engagée intensément et à divers niveaux en faveur d'une protection effective de la propriété intellectuelle renforçant la place économique en matière d'innovation. L'économie a publié deux prises de position («Importations parallèles et droit des brevets» et «Révision de la loi sur les brevets, deuxième paquet»). Elle a pu jusqu'ici faire valoir son point de vue avec succès dans le processus politique. En outre, le groupe d'experts pour les questions de propriété intellectuelle gère depuis l'automne 2006 le site www.forschungsstandort.ch où l'on trouve des informations et des prises de position de l'économie sur la question de la propriété intellectuelle. Dans une prise de position détaillée, economiesuisse s'est en outre prononcée pour la préservation de la liberté d'entreprendre et a refusé l'idée d'un corset réglementaire. Afin de renforcer l'autorégulation – plus appropriée – des travaux préliminaires ont été engagés sur certains points de révision du «Swiss Code of Best Practice for Corporate Governance».

Le premier Congrès suisse de l'aviation, qui s'est tenu en mai à Zurich, a été l'occasion pour economiesuisse et ses partenaires de l'industrie aéronautique de sensibiliser l'opinion publique à l'importance économique de l'aviation. Le nombre élevé de participants au congrès, plus de 350, a témoigné de l'intérêt suscité par ce thème.

Au chapitre de la nouvelle réglementation du marché postal, economiesuisse a présenté ses revendications dans une prise de position intitulée «Marché postal: saisir les opportunités de croissance». L'idée est d'ouvrir intégralement le marché sans compromettre le financement du service universel.

Après de rudes négociations avec les autorités des cantons, economiesuisse a aussi œuvré, par la mobilisation des autres organisations économiques et la coordination des activités, en vue de rendre le nouveau certificat de salaire économiquement acceptable et, surtout, conforme à l'intérêt des PME.

Vie de l'association

Pour economiesuisse, l'année 2006 a été agitée. Il y a non seulement eu un changement à la présidence, mais il a fallu aussi gérer des tensions internes. Après cinq ans à la présidence, Ueli Forster a remis son mandat. Le 20 novembre, le Comité d'economiesuisse a élu Gerold Bühner pour lui succéder. Le nouveau président aura entre autres pour mission de mener à bien les réflexions stratégiques engagées en 2006.

Situation économique générale

La forte croissance de l'économie mondiale se tassera peu à peu. La haute conjoncture perdra de son élan en 2007 et les taux de croissance des pays industrialisés tendront à se rapprocher. Le commerce mondial se développera dans le cadre de la tendance à long terme, à savoir une croissance de 7%. Le cycle mondial de hausse qui caractérise les taux d'intérêt touchera à sa fin ou du moins s'en approchera, ce qui réduira l'écart entre les deux côtés de l'Atlantique. L'augmentation des prix s'affaiblira légèrement. En outre, la pression en faveur de mesures protectionnistes s'accroîtra du fait de l'échec du cycle de Doha, ce qui pourrait freiner le processus de mondialisation. D'une manière générale, la conjoncture mondiale en ressortira affaiblie, mais stable.

Pour l'économie suisse, les indicateurs annoncent actuellement une croissance solide pour 2007. Les fondamentaux de la croissance, qui pourrait se situer entre 1,7% et 2,3%, restent intacts. La situation est détendue sur le front des prix, avec un taux d'inflation moyen de 1,2%. Le taux de chômage va continuer de baisser (à 2,8%). Si la Banque centrale européenne devait procéder à de nouveaux relèvements de ses taux, l'écart de taux d'intérêt avec la Suisse se creuserait. Le franc pourrait en conséquence demeurer plutôt sous-évalué vis-à-vis de l'euro. Mais à plus long terme, les fondamentaux de l'économie suisse restent meilleurs. La politique économique peut, à condition d'être intelligente et durable, susciter la confiance des ménages et des entreprises en l'avenir.

Finances et impôts

Les conditions-cadre de politique financière d'un pays sont un important facteur de compétitivité. A cet égard, la quote-part fiscale et la quote-part de l'état constituent d'utiles indicateurs. Leur évolution met en évidence le fait que la Suisse a cédé beaucoup de terrain dans les années 1990. Le maintien d'une discipline stricte en matière de dépenses reste donc prioritaire pour l'année électorale 2007. Sur le plan fiscal, il convient aussi de poursuivre les projets de réforme visant à optimiser le système, tout en préservant la souveraineté de notre pays et les principes bien établis qui ont prouvé leurs avantages économiques tant sur le plan national qu'international.

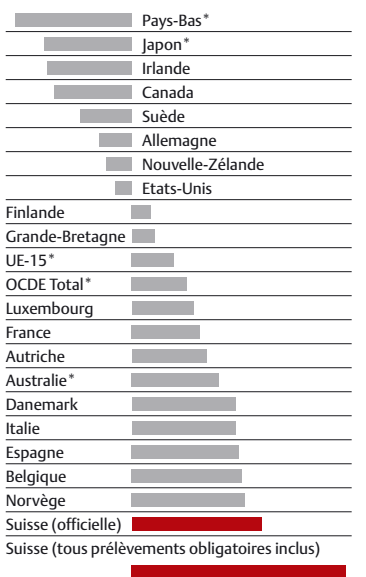
La politique financière n'est pas au bout de ses peines

Depuis la publication du Concept des dépenses en 2002, l'économie suisse a fait preuve d'un engagement résolu et constant dans son combat pour corriger les dérives des années 1990 et pour remettre la politique financière sur les rails. En ce qui concerne la Confédération, la mise en œuvre des deux programmes d'allègement 2003 et 2004 a permis de franchir avec succès une première étape. Mais si l'excédent budgétaire que nous connaissons aujourd'hui est réjouissant, il ne doit pas nous faire oublier des perspectives à long terme préoccupantes. A partir de 2009, les dépenses menacent d'augmenter à nouveau à un rythme bien supérieur à celui de la croissance économique. La Suisse doit notamment encore résoudre la question des coûts supplémentaires imputables à l'évolution démographique dans le domaine des assurances sociales.

Donner une assise durable à l'évolution des dépenses requiert plus que des programmes d'assainissement budgétaire. Il faut en effet procéder à des réformes structurelles dans les domaines particulièrement coûteux et dont les dépenses affichent une croissance dynamique. Au niveau fédéral, la priorité va aux domaines de la prévoyance sociale, des transports, de la formation et de l'agriculture. Les domaines de la prévoyance sociale et de la santé, qui absorbent une part croissante des ressources alors qu'ils représentent déjà la moitié de l'ensemble des dépenses, jouent un rôle clé. l'économie suisse soutient la motion Lauri adoptée par le Parlement en été 2006. Cette motion exige la mise en œuvre de réformes structurelles acceptables sur le plan financier et justes du point de vue politique, afin de limiter l'évolution des dépenses supplémentaires au niveau du renchérissement.

Evolution de la quote-part fiscale de 1990 à 2005

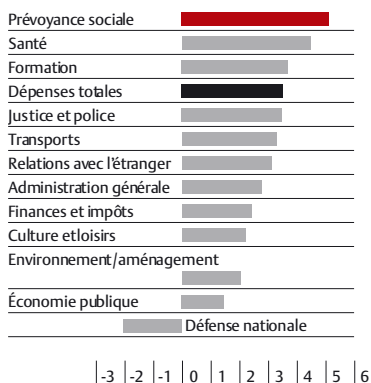
En pourcentage du PIB



|-4 |-3 |-2 |-1 |0 |1 |2 |3 |4 |5 |6 |7

* 1990-2004
Source: DFF 2006

Croissance des dépenses par domaines, de 1990 à 2004* En pourcentage



Sources: selon AFD, Les dépenses publiques en Suisse 2004;
OFAS, Statistique des assurances sociales 2005
* croissance nominale en moyenne annuelle

Les réformes fiscales renforcent la croissance économique

Pour tenir son rang dans une concurrence fiscale internationale qui s'intensifie, la Suisse doit adapter son système fiscal et en éliminer les désavantages. La réforme de l'imposition des entreprises il y contribue grandement. En effet, elle corrige sensiblement certains inconvénients reconnus du système et allège la charge fiscale des entreprises. Ainsi, la réforme atténue la double imposition économique et l'imputation de l'impôt sur le bénéfice à l'impôt sur le capital. Il s'agit d'une réforme véritablement en faveur des PME et d'une série de mesures d'impulsion pour l'ensemble de l'économie suisse renforçant la croissance économique et favorisant la création d'emploi. Le projet se trouve en phase finale des débats parlementaires. Mais l'agenda des réformes n'est pas bouclé pour autant. Il convient encore de mettre rapidement sous toit la révision de la TVA. Une révision en profondeur de l'imposition du revenu est également à l'examen. Par ailleurs, le projet en vue du choix d'un système d'imposition des couples mariés a été mis en consultation jusqu'au milieu de l'année. Dans l'intérêt d'une place économique fiscalement attrayante pour tous, il est indispensable de parer aux attaques répétées et inadmissibles de l'UE et de la gauche contre la souveraineté fiscale de la Suisse et des cantons. Informations supplémentaires:

www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/finances_fiscalite

Économie extérieure et mondialisation

Priorité sur le multilatéralisme et les accords de libre-échange

En politique économique extérieure, et bien que les perspectives ne soient pas favorables, economiesuisse continue de miser sur la relance du cycle de Doha dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ce cadre multilatéral reste la forme la plus adéquate de collaboration internationale. economiesuisse attend de notre pays un engagement résolu. Il s'agit d'obtenir des résultats concrets en matière d'accès au marché pour les biens industriels et les services, de même qu'en matière de facilitation du commerce et de protection de la propriété intellectuelle.

En parallèle toutefois, il s'agit de développer le réseau de relations bilatérales sous la forme d'accords de libre-échange avec les principaux partenaires non européens, afin d'éviter à l'économie suisse des risques de discrimination. Outre des pays industrialisés comme les États-Unis et le Japon, cela concerne surtout les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).

Quant à nos relations avec l'UE, les citoyens suisses ont, par un vote positif le 26 novembre 2006, confirmé une fois de plus la voie bilatérale que l'économie appuyait. En politique européenne, les grands enjeux qu'ont été les accords bilatéraux I et II semblent appartenir désormais au passé. Cependant, quelques thèmes isolés comme l'électricité ou la libéralisation du marché des produits agricoles et des denrées alimentaires font l'objet de discussions avec l'UE. L'intention de la Commission européenne de mettre un État tiers souverain comme la Suisse à contribution au chapitre de l'imposition des entreprises doit être rejetée sans équivoque.

Dans le domaine de la coopération au développement, d'importants crédits-cadre devront être renouvelés en 2007 (coopération technique et aide financière en Europe de l'Est). A cet égard, il s'agira de garder la mesure en matière de politique financière et de tenir compte des objectifs de politique économique extérieure.

Informations supplémentaires:

www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/economie_exterieure

Concurrence et marché intérieur

Élimination des entraves à l'importation

Après la révision des lois sur les cartels et sur le marché intérieur, l'élimination des entraves commerciales est au centre de l'attention, à l'enseigne du principe du Cassis de Dijon et des importations parallèles. L'élimination de ces obstacles accroîtrait la con-

currence; il faut donc œuvrer dans ce sens, même si les attentes concernant les baisses de prix sont plutôt excessives. Sans oublier que les droits de douane ou d'autres facteurs, tels que les prix administrés ou des exigences particulières, ont une influence plus importante sur les prix. Une analyse précise s'impose donc.

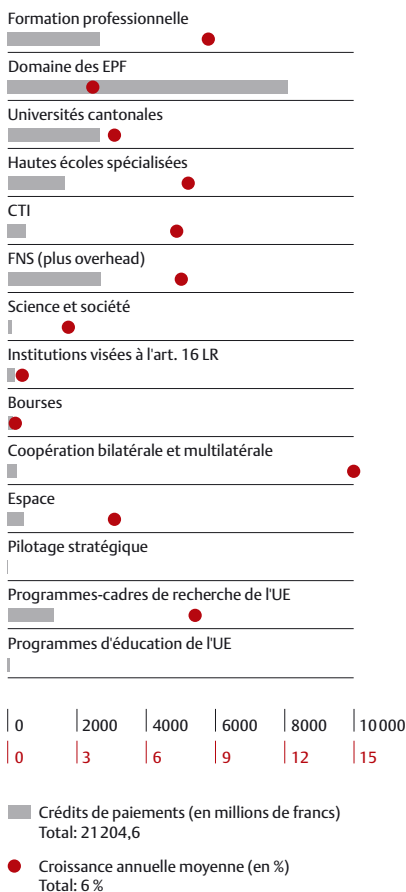
En introduisant le principe du Cassis de Dijon de manière unilatérale, le Conseil fédéral entend mettre fin au cloisonnement du marché par l'élimination des obstacles techniques au commerce. Ce démantèlement des obstacles étatiques est positif. Mais il importe d'empêcher que les producteurs indigènes soient discriminés. De même faut-il garantir que les entreprises suisses aient accès aux marchés étrangers. Ces deux aspects méritent d'être mieux pris en compte par rapport au projet soumis en consultation. Par ailleurs, les milieux qui réclament des baisses de prix avec le plus de véhémence sont précisément ceux qui exigent encore des exceptions; il y a là de quoi s'interroger. Cela démontre la nécessité d'un mécanisme d'application efficace, par des compétences d'intervention aiguisées pour la Commission de la concurrence.

Les importations parallèles sont admises en Suisse, à l'exception de celles des produits protégés par un brevet. C'est l'innovation que l'on protège dans ce deuxième cas: le droit des brevets est ici un outil de défense contre les imitateurs et les profiteurs. Les autres pays industrialisés connaissent aussi ce droit. Les brevets ne concernent toutefois qu'une très faible part des importations. Les moyens de combattre d'éventuels abus existent, comme le Tribunal fédéral l'a constaté dans l'arrêt «Kodak», jugeant qu'il ne devait pas être plus difficile – si l'on souhaitait promouvoir la concurrence sur le plan commercial après la première mise en circulation d'une marchandise brevetée – d'agir par le biais du droit des cartels plutôt que par les importations parallèles. Pour atteindre le résultat souhaité, il faudrait aussi que les autorités de la concurrence recourent aux instruments existants.

Informations supplémentaires:

www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/concurrence_marche_interieur

Ressources financières FRI pour la période 2008–2011



Formation et recherche

Financement de base assuré, taxes d'études appropriées et recherche organisée sur une base concurrentielle

Les milieux économiques ont salué le message du Conseil fédéral du 24 janvier 2007, qui prévoit une croissance annuelle de 6% des crédits consacrés à la formation, à la recherche et à l'innovation pour les années 2008–2011. Avec un budget de 21,2 mrd fr. (+ 3,3 mrd fr. par rapport à 2004–07), et en tenant compte des crédits dédiés à la participation de notre pays aux programmes-cadres de recherche de l'UE, il devrait être possible, par l'engagement ciblé des ressources et des structures adéquates, de couvrir les besoins de la recherche fondamentale, de la recherche appliquée, des hautes écoles et de la formation professionnelle. En mettant l'accent sur le rapport du DFI, le Conseil fédéral donne un premier mais important signal dans l'optique d'un réaménagement des dépenses qui permettra de favoriser les domaines axés sur l'innovation et la croissance. D'autres pas devront suivre si la Suisse souhaite affronter les défis de la société mondiale du savoir.

Les aspects du message FRI portant sur la qualité passent ainsi au premier plan. La qualité du système de formation et de recherche dans un environnement de plus en plus internationalisé dépend surtout de l'existence d'écoles autonomes, aptes à définir leurs propres objectifs et leur mode d'organisation. Un financement de base étatique assuré, couplé avec des taxes d'études appropriées et une structure de recherche bien dotée et adaptée à la concurrence, sont aussi nécessaires. Enfin, l'organisation du nouveau paysage des hautes écoles doit être claire et simple. Ce sont ces repères qui guideront les milieux économiques au cours des débats parlementaires sur le message FRI.

Il est évident qu'une économie très développée doit investir davantage dans la formation et la recherche pour être en mesure de concurrencer les nations dynamiques dans la course à l'innovation. Le système de formation et de recherche ne doit donc pas échouer en raison d'un problème financier. Mais l'objectif ne peut pas non plus consister à dépenser davantage. Le fait de disposer de suffisamment de ressources financières est

une condition nécessaire, mais pas suffisante pour garantir le succès. Au final, l'engagement efficient des ressources dans un environnement encourageant la créativité, la motivation, la volonté de travailler et la curiosité sera décisif. Les dépenses de formation et de recherche ne seront un investissement pour l'avenir qu'à la condition de ne pas conduire à un endettement hypothéquant le développement de l'économie et de la société.

D'autre part, une politique de l'innovation performante dépend de la protection efficace de la propriété intellectuelle. Elle exige aussi l'adaptation aux normes internationales de la protection des inventions biotechnologiques et l'amélioration de la sécurité juridique par la création d'un Tribunal fédéral des brevets.

Informations supplémentaires:

www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/formation_recherche

Droit et réglementation

Droit de la société anonyme: révision d'une vaste portée

La révision en cours du droit de la société anonyme et du droit comptable en Suisse revêt une grande importance. Le projet du Conseil fédéral poursuit quatre objectifs principaux: renforcer le gouvernement d'entreprise, adapter les structures du capital, moderniser les prescriptions régissant l'assemblée générale et réformer le droit comptable. Nombre de modifications proposées réduisent inutilement la liberté d'action des entreprises et de leurs actionnaires. Elles doivent être retravaillées en collaboration avec l'économie.

Discussion autour du «Code suisse»

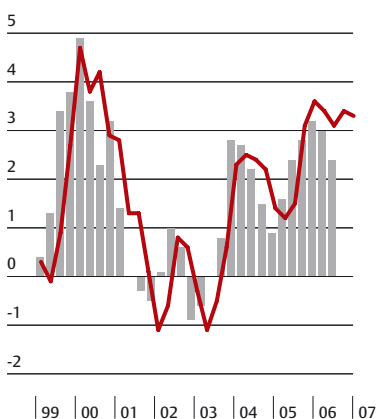
En matière de gouvernement d'entreprise, ce sont surtout les rémunérations du conseil d'administration et de la direction qui font l'objet d'un vif débat. Aux fins de transparence, cette question des rémunérations, qui relevait de l'autorégulation, a été intégrée dans le droit des sociétés anonymes. Cette question est désormais examinée par l'organe de révision et soumise aux actionnaires avec le rapport annuel pour approbation. Un renforcement éventuel de certaines dispositions actuelles du Code suisse de bonne pratique en matière de gouvernement d'entreprise devrait être approuvé par le Comité d'économie-suisse et recevoir l'appui des organisations qui sont à l'origine du Code.

Informations supplémentaires:

www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/droit_reglementation

Indicateur conjoncturel et PIB de 1999 à 2007

Evolution par rapport à l'année précédente, en pourcentage



■ Indicateur conjoncturel UBS
■ PIB

Source: UBS

Conjoncture et croissance

Politique monétaire: poursuivre le processus de normalisation

Pour autant que la croissance ne fléchisse pas, on peut admettre que la Banque nationale suisse va poursuivre l'adaptation progressive de la marge de fluctuation du Libor à trois mois. En fait, il n'est guère possible de concilier sur la durée des taux du marché monétaire de 1,5 à 2% avec une croissance nominale de l'ordre de 3,5% sans provoquer de tensions. Le niveau auquel le taux d'intérêt reste «neutre» est le secret de l'institut d'émission. Selon une règle économique de base, le taux d'intérêt neutre pour la conjoncture (appelé aussi taux d'équilibre) correspond à peu près au taux de croissance nominale de l'économie. Il en découle que le processus de normalisation de la politique monétaire n'est pas encore achevé. Toutefois, en l'absence de risques inflationnistes, il ne paraît pas recommandé d'accélérer le rythme d'augmentation des taux d'intérêt.

La stabilité des prix accroît l'efficacité de l'activité économique et assure la justice sociale, parce que les créanciers renoncent aux primes de risque d'inflation. Lorsque les prix sont stables, les prix relatifs peuvent maintenir leur fonction d'allocation au sens d'une utilisation efficiente des ressources des ménages et des entreprises. Ces derniers peuvent ainsi se concentrer sur l'accroissement de la productivité et l'innovation, ce qui augmentera la prospérité de la société.

Le cours de change est important pour la politique monétaire, dans la mesure où il influence l'inflation, soit directement par le biais des prix des biens importés, soit indirecte-

ment par la conjoncture, surtout en cas de pénalisation des exportations en raison des cours de change. Même si la situation est restée relativement calme ces derniers temps au niveau monétaire en raison de la faible volatilité du franc par rapport à l'euro, les choses peuvent changer. L'économie a donc intérêt à ce que le taux de change, à côté d'autres données macro-économiques, soit pris en compte dans les décisions de politique monétaire.

Mise en œuvre prudente de l'accord sur la statistique passé avec l'UE

L'accord bilatéral Suisse-UE sur la statistique est entré en vigueur le 1er janvier 2007. Il en résulte une extension considérable des statistiques économiques. *economiesuisse* veillera à ce que cette mise en œuvre se fasse avec prudence. Une révision de la nomenclature des statistiques économiques aura lieu en parallèle jusqu'au début 2008. Elle apportera d'importantes modifications au classement des entreprises dans différentes branches.

Informations supplémentaires:

www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/conjoncture_croissance

Energie

Miser sur les modèles qui ont fait leurs preuves

La Suisse doit prendre des décisions importantes en matière de politique énergétique. La question de l'approvisionnement à long terme est au centre des débats. L'électricité joue un rôle particulièrement important dans la perspective des mutations structurelles en cours. Des conditions-cadre légales et politiques claires conditionnent la réalisation des investissements nécessaires. A défaut, la Suisse pourrait connaître dès 2012 des goulets d'étranglement en matière d'approvisionnement. Notre pays doit donc s'efforcer de maintenir et d'accroître sa prospérité en continuant à appliquer les modèles de politique énergétique qui ont fait leurs preuves.

La libéralisation du marché de l'électricité est aussi en cours de traitement. Pour les milieux économiques, le résultat atteint jusqu'ici devant le Parlement est décevant. Les avantages attendus de l'ouverture du marché sont loin de se concrétiser.

Informations supplémentaires: www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/energie

Environnement

Consolidation des instruments étatiques existants

La Suisse peut s'enorgueillir des succès qu'elle a enregistrés en politique de l'environnement. L'économie y a fortement contribué, notamment en intégrant la protection de l'environnement dans un grand nombre de domaines. Au lieu de solliciter de nouvelles mesures, il vaudrait mieux consolider les instruments existants. Nous devons éviter que la Suisse fasse cavalier seul, ce qui nuirait à sa compétitivité, éviter les abus dans le droit de l'environnement et rectifier le tir. Dans le domaine de la protection du climat, la Suisse est proche du but et va vraisemblablement satisfaire aux exigences de Kyoto. Pour la période consécutive à 2012, il importe de définir des objectifs acceptables pour l'économie, en adéquation avec le potentiel dont notre pays dispose pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. En outre, il y aurait lieu de favoriser la participation directe au commerce de certificats de CO₂ et de soutenir des projets de protection du climat par définition moins onéreux dans les pays en développement.

Informations supplémentaires: www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/environnement

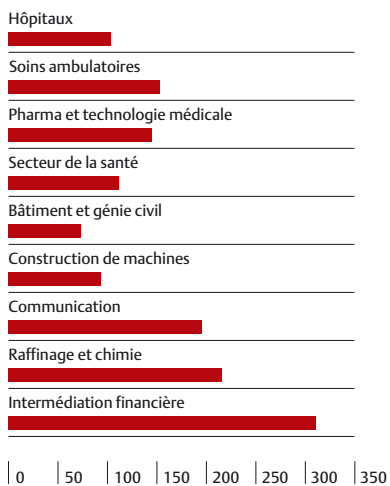
Santé

Mettre rapidement la réforme de l'assurance maladie sous toit

Le secteur de la santé occasionne certes des coûts, mais il est aussi un facteur important pour une place économique et possède un potentiel de croissance. Pour exploiter ce potentiel, il faut mettre sous toit rapidement les différents volets de la loi sur l'assurance

Productivité des acteurs de la santé par rapport à d'autres branches

En milliers de francs par équivalents plein temps



Source: Infras

maladie. Le financement des hôpitaux en est un élément central: les hôpitaux, qui représentent des dépenses annuelles de plus de 11 milliards, constituent en effet le secteur le plus coûteux mais aussi une infrastructure essentielle. La réforme créera la transparence financière en introduisant les forfaits par cas liés aux prestations. Economiesuisse soutient aussi d'autres mesures qu'elle juge importantes, mais qui sont controversées:

- Publier des comparaisons de la qualité des soins par service. Les expériences d'autres pays montrent que la qualité est mesurable, qu'elle varie d'un hôpital à un autre et qu'elle peut être fournie à un prix avantageux à condition d'encourager la spécialisation et d'accroître les performances (par l'accroissement du nombre de patients traités).
- Créer un marché intérieur (suisse) hospitalier, puis assouplir le principe de territorialité pour les prestations hospitalières; après dix ans de fonctionnement, la planification hospitalière a montré ses limites.
- Garantir un accès au marché non discriminatoire à tous les établissements, qu'ils soient publics ou privés.

En outre, Economiesuisse invite la Confédération et les cantons à introduire rapidement et systématiquement l'e-health (les TIC dans le système de la santé) et à s'appuyer sur cet instrument pour améliorer la qualité et l'efficacité. Ces diverses mesures encouragent la concurrence, favorisent l'introduction d'innovations qui réduisent les coûts et améliorent la performance, et évitent de se focaliser sur les coûts absolus. Les conditions sont ainsi réunies pour attirer les patients sur un marché de la santé qui s'internationalise et pour exploiter l'échec des systèmes de santé étatiques étrangers.

Informations supplémentaires: www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/sante

Promotion de l'économie et PME

Réduire les charges administratives des entreprises, en particulier celles des PME, et œuvrer à rendre la réglementation favorable aux entreprises est une tâche permanente de la politique économique. Les organisations économiques jouent un rôle important à cet égard. Il est donc réjouissant que les efforts dans ce domaine se soient concrétisés dans le message relatif à la loi fédérale sur la suppression et la simplification des procédures d'autorisation du 8 décembre 2006.

Informations supplémentaires:

www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/promotion_economique_pme

Agriculture

Plus de liberté dans la politique agricole

En supprimant les mesures de soutien du marché, la politique agricole (PA) 2011 promet de bonnes et importantes améliorations. Mais des défauts considérables subsistent dans le système des paiements directs. PA 2011 doit malgré tout être rapidement mise sous toit. Il s'agit pour notre pays de gagner une marge de manœuvre en vue de conclure des accords de libre-échange avec des partenaires économiques importants. Dans ce contexte, la politique agricole ne doit pas devenir un obstacle insurmontable. En ce qui concerne la politique agricole, il serait irréaliste de penser que la PA 2011 règlera tous les problèmes. Loin de là. Si on veut donner à l'agriculture de vraies perspectives, il est urgent de fournir une définition claire de la multifonctionnalité et du système des paiements directs et d'établir des catalogues présentant les objectifs et les moyens à disposition dans ces domaines. Il importe également d'exploiter de manière ciblée et offensive la possibilité de conclure des accords de libre-échange dans le domaine agricole.

Informations supplémentaires: www.economiesuisse.ch/web/fr/themes/agriculture

Organisation

Sièges	12
Contacts nationaux et internationaux	13
Membres	14
Comité directeur	18
Comité	19
Commissions permanentes	22
Direction	23
Activités 2006	24
Dates à retenir en 2007	28

economiesuisse, l'organisation faîtière de l'économie suisse, représente les intérêts de plus de 30 000 entreprises de toutes les branches dans le processus politique à l'échelle nationale et internationale. Elle fonde son action sur les principes d'une politique économique libérale axée sur la croissance et la stabilité et s'est donné pour objectif de contribuer à élaborer et à mettre en œuvre des conditions-cadre optimales permettant de renforcer la compétitivité de l'économie suisse face au reste du monde. A ce titre, elle défend la liberté d'entreprendre, tout comme une croissance durable et un niveau d'emploi élevé.

Un dialogue constant avec ses membres et des contacts réguliers avec les milieux politiques et l'administration lui permettent d'intégrer précocement dans le processus législatif les intérêts et les besoins de l'économie. Une observation politique attentive l'aide à identifier à temps les tendances et des thèmes de politique économique. Six commissions permanentes sont en charge des thèmes prioritaires, à savoir finances et fiscalité, concurrence, formation et recherche, économie extérieure, énergie et environnement ainsi que transports. Les groupes d'experts contribuent à former l'opinion interne et proposent des solutions constructives aux questions de politique économique.

Ainsi que le permet notre système de démocratie directe, economiesuisse conduit depuis de nombreuses années, avec professionnalisme et succès, des campagnes de votations sur des sujets qui concernent l'économie. La Fédération des entreprises suisses se présente comme le porte-parole de l'économie. Elle s'efforce de sensibiliser les médias, le monde politique ainsi que les citoyennes et citoyens aux thèmes et préoccupations économiques du moment. La page d'accueil www.economiesuisse.ch fournit une offre d'informations approfondies sur ses principaux thèmes d'intérêt.

Le siège principal d'economiesuisse est à Zurich. L'association est aussi établie à Berne, Genève, Lugano et Bruxelles. economiesuisse compte au total 45 collaboratrices et collaborateurs spécialisés.

Zurich

Fédération des entreprises suisses
Hegibachstrasse 47
Case postale
CH-8032 Zurich
Téléphone: +41 44 421 35 35
Fax: +41 44 421 34 34
E-Mail: info@economiesuisse.ch
www.economiesuisse.ch/web/de

Genève

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3
Téléphone: +41 22 786 66 81
Fax: +41 22 786 64 50
E-Mail: geneve@economiesuisse.ch
www.economiesuisse.ch/web/fr

Berne

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Spitalgasse 4
Case postale
CH-3001 Berne
Téléphone: +41 31 311 62 96
Fax: +41 31 312 53 50
E-Mail: bern@economiesuisse.ch

Lugano

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano
Téléphone: +41 91 922 82 12
Fax: +41 91 923 81 68
E-Mail: lugano@economiesuisse.ch
www.economiesuisse.ch/web/it

Bruxelles

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenberg 168
B-1000 Bruxelles
Téléphone: +32 2 280 08 44
Fax: +32 2 280 06 99
E-Mail: bruxelles@economiesuisse.ch

Agence de l'énergie pour l'économie

À la mi-2006, l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC), institution soutenue par plusieurs associations faitières et de branches, a publié pour la première fois les résultats consolidés des mesures mises sur pied jusqu'à fin 2005. En matière d'efficacité énergétique, l'amélioration enregistrée atteint 108,1% pour la période 2002 à 2004, alors que l'objectif global convenu conventionnellement pour les années 2008–2012 s'élève à 109,9 % en moyenne. Les entreprises associées à l'AEnEC ont également fourni un effort impressionnant en matière d'émissions de CO₂, qu'elles ont réduites à 87,0%, sachant que l'objectif à atteindre pour 2008–2012 est fixé à 80,9%. Près de 1600 entreprises, représentant environ 40% des émissions de CO₂ de l'économie suisse, sont aujourd'hui associées aux conventions l'AEnEC. L'agence met ces textes au point avec les entreprises, puis les fait approuver par la Confédération. Les entreprises en voie d'atteindre les objectifs peuvent ensuite prétendre à l'exonération de la taxe sur le CO₂. Or, à la fin 2006, le Parlement a accepté l'introduction, en plusieurs étapes, de cette taxe d'incitation. On peut donc partir de l'idée que les mesures engagées vont se poursuivre et que les efforts visant à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire les émissions de CO₂ ne s'arrêteront pas, mais qu'au contraire ils s'intensifieront. L'AEnEC a ainsi introduit en 2006 le modèle PME, qui permet à celles-ci de se joindre au processus d'optimisation systématique de l'efficacité énergétique et de réduction des émissions de CO₂. En outre, les entreprises qui dépendent d'une entreprise électrique proposant le tarif dit d'efficacité (ewz, à Zurich, par exemple) peuvent bénéficier d'un rabais de 10% sur leurs factures d'électricité aussi longtemps qu'elles sont en voie d'atteindre leur objectif conventionnel. En outre, l'AEnEC a conclu un accord avec la Fondation centime climatique (FCC) pour lui vendre les réductions d'émissions qui dépassent les objectifs dans le domaine des combustibles.

www.enaw.ch

BUSINESSEUROPE

L'association économique faitière européenne, BUSINESSEUROPE, appelée UNICE jusqu'au début 2007, défend les intérêts de 39 fédérations industrielles et d'employeurs appartenant à 33 pays européens. economiesuisse et l'Union patronale suisse en sont membres à part entière. Sa large représentativité fait de BUSINESSEUROPE la voix de l'économie en Europe. Cette organisation s'occupe principalement de questions économiques et financières, de politique industrielle, sociale, de questions se rapportant aux entreprises et de relations extérieures. La force de

BUSINESSEUROPE réside dans ses prises de position au nom de l'économie européenne et dans sa capacité à faire intégrer ses requêtes dans le processus législatif ou le débat public. Son secrétariat compte une quarantaine de personnes et est dirigé par Philippe de Buck. BUSINESSEUROPE entretient un réseau de 1200 experts et spécialistes environ, nommés par les associations affiliées. Ernest-Antoine Seillière en est le président depuis juillet 2005.

www.businesseurope.eu

ICC

Créée en 1919, la Chambre de commerce internationale (ICC – International Chamber of Commerce) est l'unique organisation en mesure de représenter les intérêts de l'ensemble de l'économie privée au niveau mondial. Elle s'emploie à suivre et à influencer le développement des différentes réglementations internationales. ICC élabore également des normes et des règles destinées à faciliter les transactions commerciales internationales et fournit des informations pratiques sur le commerce et les investissements. Enfin, ICC pilote, entre autres instituts spécialisés, la Cour internationale d'arbitrage. economiesuisse assure le secrétariat d'ICC Suisse et garantit ainsi aux entreprises suisses un accès à ce réseau international. Les priorités d'ICC portent sur la conclusion du cycle de Doha et la poursuite des efforts d'autorégulation, ceci par le biais du nouveau code de marketing, les nouvelles règles d'accréditation UCP 600 (Uniform Customs and Practices) et les recommandations en matière de la lutte contre la corruption. ICC Suisse assume le secrétariat du réseau suisse du Pacte mondial de l'ONU et coordonne la participation à la campagne de sensibilisation «Stop Piracy» contre la contrefaçon et la piraterie.

www.icc-switzerland.ch

BIAC

Le Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE (BIAC), dont le siège est à Paris, a pour mission la défense des intérêts de l'économie auprès de l'OCDE. Fondé en 1962, le BIAC est soutenu par les associations faitières de l'économie et par les organisations d'employeurs de tous les pays de l'OCDE. economiesuisse et l'Union patronale suisse en font partie. Leurs représentants sont actifs au sein de nombreux comités et groupes de travail du BIAC. Les dossiers traités portent essentiellement sur la politique économique, la politique fiscale, la politique environnementale et la politique économique extérieure.

www.biac.org

Chambres de commerce et d'industrie

Aargauische Industrie- und Handelskammer
Entfelderstrasse 11, Postfach, 5001 Aarau
www.aihk.ch

Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino
Corso Elvezia 16, Casella postale, 6901 Lugano
www.cciati.ch

Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève
4, boulevard du Théâtre, Case postale 5039, 1211 Genève 11
www.ccig.ch

Chambre de commerce et d'industrie du Jura
23, rue de l'Avenir, Case postale 274, 2800 Delémont 1
www.cci.j.ch

Chambre fribourgeoise du commerce, de l'industrie et des services
37, route du Jura, Case postale 47, 1706 Fribourg
www.cfcis.ch

Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie
4, rue de la Serre, Case postale 2012, 2001 Neuchâtel
www.ncni.ch

Chambre valaisanne de commerce et d'industrie
6, rue Pré-Fleuri, Case postale 288, 1951 Sion
www.cci-valais.ch

Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie
47, avenue d'Ouchy, Case postale 315, 1001 Lausanne
www.cvci.ch

Glarner Handelskammer
Spielhof 14a, 8750 Glarus
www.glhk.ch

Handels- und Industrieverein des Kantons Bern
Gutenbergstrasse 1, Postfach 5464, 3001 Bern
www.bern.cci.ch

Handels- und Industrieverein des Kantons Schwyz
Bahnhofstrasse 4, Postfach 762, 6431 Schwyz
www.h-i-sz.ch

Handelskammer beider Basel
Aeschenvorstadt 67, Postfach, 4010 Basel
www.hkbb.ch

Handelskammer und Arbeitgeberverband Graubünden
Hinterm Bach 40, 7002 Chur
www.hkgr.ch

Handelskammer und Arbeitgebervereinigung Winterthur
Neumarkt 15, Postfach, 8401 Winterthur
www.haw.ch

Industrie- und Handelskammer St. Gallen-Appenzell
Gallusstrasse 16, Postfach, 9001 St. Gallen
www.ihk.ch

Industrie- und Handelskammer Thurgau
Schmidstrasse 9, Postfach 396, 8570 Weinfelden
www.ihk-thurgau.ch

Industrie- und Handelsverein Olten und Umgebung
Römerstrasse 6, 4600 Olten
www.ihvo.ch

Liechtensteinische Industrie- und Handelskammer
Altenbach 8, 9490 Vaduz
www.lihk.li

Solothurner Handelskammer
Grabackerstrasse 6, Postfach 1554, 4502 Solothurn
www.sohk.ch

Zentralschweizerische Handelskammer
Kapellplatz 2, Postfach 3142, 6002 Luzern
www.hkz.ch

Zürcher Handelskammer
Bleicherweg 5, Postfach 3058, 8022 Zürich
www.zurichcci.ch

Associations*

AEROSUISSE Fédération faïtière de l'aéronautique suisse
Monbijoustrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern
www.aerosuisse.ch

ASCO Association of Management Consultants Switzerland
Weinbergstrasse 31, Postfach, 8006 Zürich
www.asco.ch

Association des armateurs suisses
7, avenue des Baumettes, Case postale 48, 1020 Renens 1

Association patronale de l'horlogerie et de la microtechnique APHM
7, rue de la Gare, Case postale 16, 2501 Bienne

Association suisse des fabricants et commerçants de métaux précieux
42, boulevard des Eplatures 42, Case postale,
2304 La Chaux-de-Fonds

asut Association suisse des usagers de télécommunications
Laupenstrasse 18a, Postfach 7923, 3001 Bern
www.asut.ch

Publicité extérieure Suisse AWS
Bahnhöheweg 82, Postfach, 3018, Bern
www.aussenwerbung-schweiz.ch

auto-suisse Association importateurs suisses d'automobiles
Mittelstrasse 32, Postfach 5232, 3001 Bern
www.auto-suisse.ch

AVIA Fédération d'importateurs suisses indépendants en produits pétroliers
Badenerstrasse 329, Postfach, 8040 Zürich
www.avia.ch

BISCOSUISSE Association suisse des industries de biscuits et de confiserie
Münzgraben 6, Postfach, 3000 Bern 7
www.biscosuisse.ch

cemsuisse Association suisse de l'industrie du ciment
Marktgasse 53, 3011 Bern
www.cemsuisse.ch

CHOCOSUISSE Union des fabricants suisses de chocolat
Münzgraben 6, Postfach 1007, 3000 Bern 7
www.chocosuisse.ch

Fédération des meuniers suisses
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.dsm-fms.ch

Association des moulins spécialisés suisses
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000, Bern 6

Electrosuisse
Luppmenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
www.electrosuisse.ch

Union pétrolière
Löwenstrasse 25, 8001 Zürich
www.mazout.ch

Fédération de l'industrie horlogère suisse
6, rue d'Argent, Case postale 560, 2501 Bienne
www.fhs.ch

* Ordre selon la liste allemande

Fédération des entreprises romandes Genève
98, rue de St-Jean, Case postale 5278, 1211 Genève 11
www.fer-ge.ch

hotelleriesuisse
Monbijoustrasse 130, Postfach, 3001 Bern
www.hotelleriesuisse.ch

IFPI Schweiz
Toblerstrasse 76a, 8044 Zürich
www.ifpi.ch

IGFV Interessengemeinschaft der flexiblen Verpackungen
Tödistrasse 47, Postfach 1507, 8027 Zürich

Interessengemeinschaft Tee, Gewürze und verwandte Produkte
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, Bern 6

Association suisse des matières plastiques
Schachenallee 29C, 5000 Aarau
www.kvs.ch

Promarca Union suisse de l'article de marque
Spitalgasse 9, Postfach, 3000 Bern 7
www.promarca.ch

Association suisse des brasseries
Engimattstrasse 11, Postfach 2124, 8027 Zürich
www.bier.ch

Fédération suisse des casinos
Marktgasse 50, Postfach 593, 3000 Bern 7
www.switzerlandcasinos.ch

Associations professionnelles suisses de la viande APSV
Steinwiesstrasse 59, Postfach, 8028 Zürich
www.carnasuisse.ch

Publicité Suisse PS
Kappelergasse 14, Postfach 3201, 8022 Zürich
www.sw-ps.ch

Association suisse des banquiers
Aeschenplatz 7, Postfach 4182, 4002 Basel
www.swissbanking.org

Association suisse de normalisation
Bürglistrasse 29, 8400 Winterthur
www.snv.ch

Société suisse des entrepreneurs
Weinbergstrasse 49, Postfach, 8035 Zürich
www.baumeister.ch

Union suisse des consommateurs d'énergie de l'industrie et des autres branches économiques
Freie Strasse 38/Pfluggässlein 2, Postfach 309, 4001 Basel

Union suisse de la levure
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Association suisse des cosmétiques et des détergents
Breitingerstrasse 35, Postfach 2138, 8027 Zürich
www.skw-cds.ch

Association suisse des sociétés de leasing
Rämistrasse 5, Postfach, 8024 Zürich
www.leasingverband.ch

Fruit-Union Suisse
Baarerstrasse 88, Postfach 2559, 6302 Zug
www.swissfruit.ch

Fédération suisse des agences de voyages
Etzelstrasse 42, Postfach, 8038 Zürich
www.srv.ch

Association suisse des maisons de commerce international
Aeschenvorstadt 4, Postfach 526, 4010 Basel

Association suisse d'assurances
C. F. Meyer-Strasse 14, Postfach 4288, 8022 Zürich
www.svv.ch

Institut suisse de l'emballage
Brückfeldstrasse 18, 3000 Bern 9
www.svi-verpackung.ch

Société suisse des industries chimiques
Nordstrasse 15, Postfach, 8035 Zürich
www.sgci.ch

Association suisse des courtiers en assurances
Kreuzstrasse 42, 8008 Zürich
www.siba.ch

simsa – swiss interactive media and software association
Seefeldstrasse 301, Postfach 1211, 8032 Zürich
www.simsa.ch

SPEDLOGSWISS Association suisse des transitaires et des entreprises de logistique
Elisabethenstrasse 44, Postfach, 4002 Basel
www.spedlogswiss.com

SWICO
Technoparkstrasse 1, 8005 Zürich
www.swico.ch

Swiss Cigarette
15, route des Arsenaux, Case postale 137, 1705 Fribourg
www.swiss-cigarette.ch

Swiss Convenience Food Association
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.swissfoodind.ch

Swiss Engineering
Weinbergstrasse 41, Postfach, 8023 Zürich
www.swissengineering.ch

Swiss Funds Association SFA
Dufourstrasse 49, Postfach, 4002 Basel
www.sfa.ch

Swiss International Airports Association SIAA
Postfach, 8058 Zürich-Flughafen
www.siaa.ch

Swiss Retail Federation
Marktgasse 50, Postfach 575, 3000 Bern 7
www.swiss-retail.ch

Swisscable Association des entreprises suisses de télé-réseau
Kramgasse 5, Postfach 515, 3000 Bern 8
www.swisscable.ch

SwissCham Association of Swiss Foreign Trade Chambers
Stauffacherstrasse 45, Postfach, 8026 Zürich
www.swisscham.ch

swisselectric
Monbijoustrasse 16, Postfach 7950, 3001 Bern
www.swisselectric.ch

SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse
Nägelligasse 13, Postfach 402, 3000 Bern 7
www.swissholdings.ch

Swissmem
Kirchenweg 4, Postfach, 8032 Zürich
www.swissmem.ch

SwissOlio
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

SwissPasta Association de l'industrie des pâtes alimentaires
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Swissplay Association suisse de la branche des automates
Bahnhofzentrum, Postfach 10, 3186 Düringen
www.swiss-play.ch

SWX Swiss Exchange
Selnaustrasse 30, Postfach, 8021 Zürich
www.swx.com

TELESUISSE Association des télévisions régionales suisses
Via Carona, 6815 Melide
www.telesuisse.ch

Fédération textile suisse
Beethovenstrasse 20, Postfach 2900, 8022 Zürich
www.tvs.ch

Chambre fiduciaire
Limmatquai 120, Postfach 6140, 8023 Zürich
www.treuhand-kammer.ch

Union des industriels valaisans
Case postale 2106, 1950 Sion 2

USIC Union suisse des sociétés d'ingénieurs-conseils
Waldeggstrasse 27c, Postfach 133, 3097 Bern/Liebefeld
www.usic.ch

Association de l'industrie graphique suisse IGS
Schosshaldenstrasse 20, 3006 Bern
www.druckindustrie.ch

Association suisse de l'industrie gazière
Grütlistrasse 44, Postfach, 8027 Zürich
www.gaz-naturel.ch

Association de l'industrie suisse du fromage fondu
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Association de l'industrie suisse de la cellulose, du papier et du carton
Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich
www.zpk.ch

Association suisse de vente par correspondance
Brandenbergstrasse 30, 8304 Wallisellen
www.vsv-versandhandel.ch

Presse suisse
Konradstrasse 14, Postfach 1202, 8021 Zürich
www.schweizerpresse.ch

Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons privés
Suracherstrasse 6, Postfach, 8142 Uitikon Waldegg
www.cargorail.ch

Association des entreprises suisses d'ascenseurs VSA
Postfach 21, 6047 Kastanienbaum
www.aufzuege.ch

Association des entreprises électriques suisses
Hintere Bahnhofstrasse 10, Postfach, 5001 Aarau
www.vse.ch

Association des entreprises à succursales
Frohburgstrasse 98, 8006 Zürich
www.vsf-schweiz.ch

Association des fabricants suisses de glaces et crèmes glacées
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.swissfoodind.ch

Association des fabricants suisses de soupes et sauces
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Union des banques cantonales suisses
Wallstrasse 8, Postfach, 4002 Basel
www.ubcs.ch

Association suisse des banques de crédit et établissements de financement
Toblerstrasse 97/Neuhausstrasse 4, Postfach 382, 8044 Zürich
www.vskf.org

Union suisse des fabricants de vernis et de peinture
Badenerstrasse 701, 8048 Zürich
www.vslf.ch

Association suisse des sources d'eaux minérales et des producteurs de soft-drinks
Engimattstrasse 11, Postfach 2124, 8027 Zürich
www.mineralwasser.ch

Fédération suisse des écoles privées
Hotelgasse 1, Postfach 316, 3000 Bern 7
www.swiss-schools.ch

Association suisse des fabricants de tubes d'acier
Rämistrasse 29, 8001 Zürich

Association des sociétés suisses de publicité ASSP
Holbeinstrasse 30, Postfach 2949, 8022 Zürich
www.vsw-assp.ch

Vereinigung der papier-, karton- und folienverarbeitenden Industrien der Schweiz
Bergstrasse 110, Postfach, 8030 Zürich

Association des sociétés anonymes privées
St. Jakobs-Strasse 7, Postfach 2879, 4002 Basel
www.vpag.ch

Association de l'industrie laitière suisse
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.milchindustrie.ch

Union des exportateurs d'énergie électrique / Rätia Energie
7742 Poschiavo

Association Foires Suisses AFS
Bürgenstockstrasse 54, 6373 Ennetbürgen
www.messenschweiz.ch

Groupement des verreries suisses
Schützenmattstrasse 266, Postfach, 8180 Bülach

Association des fabricants suisses d'aliments diététiques et spéciaux
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland
Gellertstrasse 18, 4052 Basel
www.vsud.ch

VENTE SUISSE Association des professionnels de la vente et des entreprises
Grünaustrasse 10, Postfach 130, 3084 Wabern
www.verkaufschweiz.ch

VISCOM Association suisse pour la communication visuelle
Alderstrasse 40, Postfach, 8034 Zürich
www.viscom.ch

VSIG Fédération suisse des importateurs et du commerce de gros
Güterstrasse 78, Postfach 656, 4010 Basel
www.vsig.ch

Zuger Wirtschaftskammer
Gubelstrasse 11, 6300 Zug
www.zwk.ch

Membres individuels et autres organisations

Aare-Tessin AG für Elektrizität (Atel)
Bahnhofquai 12, Postfach, 4601 Olten
www.atel.ch

Accenture AG
Fraumünsterstrasse 16, Postfach, 8022, Zürich
www.accenture.ch

Adecco management & consulting SA
Sägereistrasse 10, Postfach, 8152 Glattbrugg
www.adecco.com

Axpo Holding SA Parkstrasse 23, Postfach, 5401 Baden www.axpo.ch	IBM Suisse Vulkanstrasse 106, Postfach, 8010 Zürich www.ibm.com
Beisheim Holding GmbH Neuhofstrasse 4, 6340 Baar	IKEA Immobilien AG Eiweg 10, 4460 Gelterkinden www.ikea.ch
BIBUS Holding AG Allmendstrasse 26, 8320 Fehraltorf www.bibus.ch	Implenia SA Industriestrasse 24, 8305 Dietlikon www.implenia.com
BKW FMB Energie SA Viktoriaplatz 2, Postfach, 3000 Bern 25 www.bkw-fmb.ch	Kabelwerke Brugg AG Holding Klosterzelgstrasse 28, 5201 Brugg AG www.brugg.com
Centralschweizerische Kraftwerke AG Hirschengraben 33, Postfach, 6002 Luzern www.ckw.ch	Kudelski Group 22, route de Genève, Case postale 134, 1033 Cheseaux-sur-Lausanne www.nagra.com
Chemolio Holding AG Seehofstrasse 6, 8008 Zürich	Kuoni Voyages Holding SA Neue Hard 7, Postfach, 8010 Zürich www.kuoni.ch
Fabrique de chocolat Lindt & Sprüngli (Suisse) SA Seestrasse 204, 8802 Kilchberg ZH www.lindt.com/switzerland	McKinsey & Company, Inc. Switzerland Alpenstrasse 3, Postfach, 8065 Zürich www.mckinsey.ch
Clear Channel Plakanda Sàrl Beckenhofstrasse 6, Postfach, 8035 Zürich www.plakat.ch	Metallum AG Wasenstrasse 13, Postfach, 4133 Pratteln 1 www.metallum.ch
Dell SA 29, route de l'Aéroport, Case postale 216, 1215 Genève 15 www.dell.ch	Microsoft Suisse Sàrl Richtistrasse 3, 8304 Wallisellen www.microsoft.com/switzerland
Desco von Schulthess Holding AG Brandschenkestrasse 2, 8001 Zürich www.desco-group.com	Nestlé Suisse SA 10, rue d'Entre-Deux-Villes, Case postale 352, 1800 Vevey www.nestle.ch
DKSH Holding AG Wiesenstrasse 8, Postfach 888, 8034 Zürich www.dksh.com	Novartis International SA Postfach, 4002 Basel www.novartis.com
eBay International SA Helvetiastrasse 15/17, Postfach 133, 3000 Bern 6 www.ebay.com	OMYA (Suisse) SA Baslerstrasse 42, Postfach 32, 4665, Oftringen www.omya.com
EOS Holding 10, chemin de Mornex, Case postale 570, 1001 Lausanne www.eosholding.ch	Pfister Arco Holding AG Bernstrasse Ost 49, Postfach, 5034 Suhr www.pfister.ch
F. Hoffmann-La Roche SA Postfach, 4070 Basel www.roche.com	PubliGroupe SA 12, avenue des Toises, Case postale 7203, 1002 Lausanne www.publigroupe.ch
Firmenich SA 7, rue de la Bergère, Case postale 148, 1217 Meyrin www.firmenich.com	Rätia Energie AG Via da Clait 307, 7742 Poschiavo www.repower.ch
FREI connect Radgasse 3, Postfach, 8021 Zürich www.freiconnect.ch	Roland Berger AG Strategy Consultants Neumünsterallee 12, 8008 Zürich www.rolandberger.ch
Frutiger SA Frutigenstrasse 37, Postfach 2160, 3601 Thun www.frutiger.com	Schubarth + Co AG Lange Gasse 90, Postfach, 4002 Basel www.schubarth.ch
Galenica SA Untermattweg 8, Postfach, 3001 Bern www.galenica.ch	Société Générale de Surveillance SA 1, place des Alpes, Case postale 2152, 1211 Genève 1 www.sgs.com
GE Money Bank Bändliweg 20, 8048 Zürich www.gemoney.ch	Swiss International Air Lines Ltd. Postfach, 4002 Basel www.swiss.com
Givaudan Suisse SA 5, chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier www.givaudan.com	Swisscom SA Postfach, 3050 Bern www.swisscom.ch
Hapimag Verwaltungs- und Vertriebsgesellschaft Havag AG Neuhofstrasse 8, 6349 Baar www.hapimag.com	Volkswirtschaftsdirektion des Kantons Zürich Walchestrasse 19, Postfach, 8090 Zürich www.awa.zh.ch
Hewlett-Packard (Suisse) Sàrl Ueberlandstrasse 1, 8600 Dübendorf www.hp.com/ch	État: mars 2007



Gerold Bühler
Président
Schaffhouse



Johann N. Schneider-Ammann
Vice-président
Ammann Suisse SA,
Langenthal



Patrick Odier
Vice-président
Lombard Odier Darier
Hentsch & Cie,
Genève



Marcel Ospel
Trésorier
UBS SA, Bâle



Daniel Burki
Neuchâtel



Hanspeter Rentsch
The Swatch Group SA,
Biel/Bienne



Rolf Dörig
Swiss Life, Zurich



Anton Scherrer
Swisscom SA, Berne



Werner Hug
Hug SA, Malters



Rudolf Stämpfli
Stämpfli SA, Berne



Walter B. Kielholz
Credit Suisse Group, Zurich



Rudolf Wehrli
Gurit-Heberlein SA,
Wattwil



Pierre Mirabaud
Mirabaud & Cie
banquiers privés, Genève

État: mars 2007



Hans-Peter Aebi
Swissgrid SA, Laufenburg



Urs T. Fischer
Pfeffingen



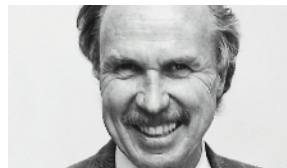
Willy Balmer
V-ZUG SA, Zoug



Marco Fischer-Stocker
Müller SA, Hochwald



Guglielmo L. Brentel
H&G Hotel Gast SA,
Altendorf



Ronald Ganz
Oberwil-Lieli



Ph. Olivier Burger
PKZ Bürger-Kehl & Co. SA,
Zurich



Bertrand Gros
Gros & Waltenspühl, Zurich



Hans Büttiker
EBM, Münchenstein



Peter Grüşchow
Muntelier



Christian Casal
McKinsey & Company Inc.
Switzerland, Zurich



Max Theodor Herzig
Carl Spaeter SA, Bâle



Aleardo Cattaneo
Ferriere Cattaneo SA,
Giubiasco



Heinz Hohl
Tela-Kimberly Switzerland
Sàrl, Niederbipp



Philippe de Preux
Bobst Group SA,
Lausanne



Martin Huber
Georg Fischer SA,
Schaffhouse



Klaus Hug
Swiss Retail Federation,
Berne



Blaise Matthey
Fédération des Entreprises
Romandes, Genève



Thomas Isler
Gessner SA, Wädenswil



Werner Messmer
Société Suisse des
Entrepreneurs, Zurich



Andreas W. Keller
Diethelm Keller Holding SA,
Zurich



Armin Meyer
Ciba Spécialités chimiques SA,
Bâle



André Kudelski
Kudelski Group,
Cheseaux-sur-Lausanne



Markus R. Neuhaus
PricewaterhouseCoopers SA,
Zurich



Giovanni Lamarca
JT International SA
Dagmersellen,
Dagmersellen



Peter Quadri
Chambre de commerce
de Zurich, Zurich



Hajo Leutenegger
Wasserwerke Zug SA, Zoug



Urs B. Rinderknecht
UBS SA, Zurich



Ulrich Jakob Looser
Accenture SA, Zürich



Hans-Peter Rohner
PubliGroupe SA, Lausanne



Niklaus J. Lüthi
Lüthi Holding SA, Burgdorf



Daniel Rüthemann
IBM Suisse, Zurich



Rolf Schaumann
ABB Suisse SA,
Baden



Jost Wirz
Wirz Partner Holding SA,
Zurich



Rolf G. Schmid
Mammut Sports Group SA,
Seon



Tony Wohlgensinger
auto-suisse, Dübendorf



Hans E. Schweickardt
EOS Holding SA, Lausanne



Hans-Peter Zehnder
Zehnder Group SA,
Gränichen



Thomas Staehelin
Chambre de commerce des
deux Bâle, Bâle

Didier Maus
Maus Frères SA, Genève



Christoph Tobler
Sefar Holding SA, Thal

État: mars 2007



Hans F. Vögeli
Banque Cantonale de
Zurich, Zurich



Dieter Wemmer
Zurich Financial Services,
Zurich



Nelly Wenger



Thomas Staehelin
Finances et fiscalité



Ulrich Jakob Looser
Concurrence



Andreas Steiner
Formation et recherche



Rolf Schaumann
Économie extérieure



Daniel Burki
Énergie et environnement



Paul Kurrus
Transports

État: mars 2007

Membres du Comité de direction



Rudolf Ramsauer
Président de la direction



Chantal Balet Emery
economiesuisse Genève



Pascal Gentinetta
Finances et fiscalité
Politique du marché postal



Gregor Kündig
International (OMC, UE)
Politique des transports



Thomas Pletscher
Questions juridiques
Concurrence
Société de l'information



Urs Rellstab
Communication



Rudolf Walser
Politique économique
Formation et recherche
Santé
Énergie et environnement

Membres de la direction



Bernhard Bühler
Relations avec les membres



Martin Ramel
Finances et administration



Florent Roduit
economiesuisse Bruxelles



Theo Zijdenbos
economiesuisse Berne



Max Zürcher
Agence de l'énergie
pour l'économie

Consultations

Politique monétaire

Mise hors cours des pièces de un et de cinq centimes dans le cadre du programme d'abandon de tâches de l'administration pour les années 2006 à 2008

Place financière

Mise en application du nouvel accord de Bâle sur les fonds propres (Bâle II)

Réforme agricole

Evolution à venir de la politique agricole (politique agricole 2011)

Politique de la santé

Procédure de consultation sur les règles sanitaires internationales

Conjoncture

Procédure de consultation relative au recensement 2010

Télécommunications

Cession de la participation de la Confédération dans Swisscom

Politique énergétique

Loi sur l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire

État et droit administratif

Révision partielle de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur l'organisation de l'armée

Relations économiques bilatérales

Loi fédérale sur les privilèges, les immunités et les facilités, ainsi que sur les aides financières accordés par la Suisse en tant qu'Etat hôte (loi sur l'Etat hôte)

Secret professionnel et protection des données/

Nouveau certificat de salaire

Prise de position sur le projet de procédure unifiée de communication des salaires (PUCS) de la Suva

Politique de la santé

Procédure de consultation concernant la disposition constitutionnelle et la loi relative à la recherche sur l'être humain (LRH-P)

Taxe à la valeur ajoutée

Réforme de la Taxe à la valeur ajoutée

Droit des sociétés

Révision du droit de la société anonyme et du droit comptable dans le Code des obligations

Télécommunications

Modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication concernant le service universel

Marché intérieur suisse

Loi fédérale sur la sécurité des produits

Politique énergétique

Loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité. Révision de la loi sur les installations électriques

Droit de la concurrence

Loi fédérale contre la concurrence déloyale en vue du championnat d'Europe de football en 2008

État et droit administratif

Consultation relative à la suppression et à la simplification d'autorisations

Politique des médias et publicité

Consultation publique relative à l'ordonnance sur la radio et la télévision (ORTV)

Télécommunications

Consultation publique relative à la modification de l'ordonnance sur les services de télécommunication

Nouvelle péréquation financière

RPT – Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons: 2^e projet d'ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC)

Rail

Consultation du projet législatif concernant le trafic de marchandises (projet sur le trafic de marchandises)

État et droit administratif

Mesures visant au maintien de la sécurité intérieure

Trafic aérien

Consultation relative à l'initiative Hegetschweiler: Indemnisation pour nuisances sonores dues au trafic aérien. Garanties quant à la procédure

État social

Prise de position sur la réforme structurelle dans la prévoyance professionnelle. Prise de position sur les mesures pour les travailleurs âgés

Droit civil

Projet de loi fédérale sur les enlèvements internationaux d'enfants et sur la mise en œuvre des conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes

Droit de la concurrence

Communication sur les accords verticaux

Mondialisation

Procédure de consultation concernant Promotion Suisse. Projet de loi fédérale

Imposition des entreprises/imposition des personnes physiques

Modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac

Prises de position

Europe

Politique européenne: le pragmatisme, garant du succès

Poste

Marché postal: saisir les opportunités de croissance

Propriété intellectuelle

Deuxième volet de la révision de la loi sur les brevets

Propriété intellectuelle

Importations parallèles et droit des brevets

Relations économiques bilatérales

Pour un accord de libre-échange avec le Japon

Propriété intellectuelle

Eviter l'affaiblissement de la protection par les brevets

Dossierpolitique

Conjoncture

La croissance économique et l'adhésion à l'UE de la Suisse: analyse des facteurs déterminants de la croissance économique

Concept des dépenses: économie publique

Contrôle des dépenses: réformes structurelles dans l'agriculture

Politique agricole

Politique agricole 2001: l'agriculture sous les feux croisés des réformes internes et des exigences de la politique économique extérieure

Formation
Le rôle des hautes écoles spécialisées: positionner les hautes écoles spécialisées dans le processus d'innovation

Fiscalité
Charge fiscale en comparaison internationale: la concurrence internationale bat son plein

Formation
Les nouveaux articles constitutionnels sur la formation: bons pour la formation et la recherche

Poste
Marché postal: saisir les opportunités de croissance – l'ouverture du marché ne menace pas le service universel

Droit des sociétés
Révision du droit de la société anonyme: procédure de consultation sur la révision du droit de la société anonyme et du droit comptable dans le Code des obligations

Politique de la santé
Financement des hôpitaux: non à l'extension des compétences cantonales en matière de planification – instaurer la concurrence pour mettre fin au protectionnisme cantonal

Politique régionale
Nouvelle politique régionale: dépourvue d'orientation

Energie
La libéralisation du marché européen de l'électricité: la compétitivité en perspective

Politique européenne
Le pragmatisme, garant du succès

Recherche
Politique de la formation et de la recherche: prise de position d'économiesuisse

Mondialisation
Les investissements à l'étranger augmentent-ils ou réduisent-ils l'emploi?

Concept des dépenses: justice et police
Contrôle des dépenses: renforcer la collaboration et éliminer des structures redondantes

Télécommunications
Réseaux de télécommunication et propriété de l'Etat: privatisation de Swisscom

Politique monétaire
Initiative COSA: une tromperie aux dépens des cantons et de l'économie

Concept des dépenses: santé
Contrôle des dépenses: introduire la concurrence en faveur des patients – lutter contre les causes et non contre les symptômes

Concept des dépenses: défense nationale
Contrôle des dépenses: une évolution adaptée aux menaces actuelles

Politique monétaire
Non à l'initiative COSA: une vaste supercherie avec de lourdes conséquences pour les cantons, la Confédération et le franc suisse

État et droit administratif
Votation populaire: lois sur l'asile et sur les étrangers – mesures de contrainte renforcées et intégration facilitée

Finances publiques
Rapport du Conseil fédéral sur la dette: l'explosion des coûts sociaux: une épée de Damoclès

Politique agricole
Les paiements directs dans la politique agricole 2011 (PA 2011)

Propriété intellectuelle
Innovation et propriété intellectuelle: les droits de la propriété intellectuelle sont des instruments importants pour l'innovation

Fiscalité
Entre réforme totale et pragmatisme: le point sur la réforme de la TVA

Europe
Poursuivre sans risque la voie bilatérale: coopérer avec l'Europe de l'Est

Politique sociale
Loi fédérale sur les allocations familiales: votation populaire du 26 novembre 2006

Recherche/formation
La recherche et la qualité de la recherche dans les hautes écoles spécialisées: une analyse sous l'angle économique

Concept des dépenses/Finances publiques
Budget 2007 et plan financier 2008–2010: la hausse des dépenses est loin d'être endiguée

Concept des dépenses: formation
Contrôle des dépenses: la forte augmentation des dépenses de formation est trop méconnue

Concept des dépenses: prévoyance sociale
Contrôle des dépenses: les dépenses sociales prennent le pas sur les autres groupes de tâches

Nouveau certificat de salaire
Informations utiles en vue de la mise en œuvre

Relations économiques bilatérales/OMC
Les accords de libre-échange ont le vent en poupe

Conjoncture/croissance économique
Rapport sur la situation conjoncturelle en Suisse et priorités de politique économique pour 2007

Politique de la santé/assurance maladie
Non à la caisse unique: un remède de cheval aux effets secondaires dangereux

Comptes rendus de sessions

Politique sociale/climat/fiscalité des entreprises/assurance maladie
Présentation de la session de printemps des Chambres fédérales: vue d'ensemble des objets

Assurance maladie/droit des sociétés
Session de printemps des Chambres fédérales: 1^{ère} semaine – participations des collaborateurs, financement des hôpitaux et compensation des risques

Politique européenne/imposition des entreprises/politique sociale
Session de printemps des Chambres fédérales: 2^e semaine – politique économique extérieure, imposition des entreprises et allocations pour enfants

Climat/politique sociale/transports
Session de printemps des Chambres fédérales: 3^e semaine – 5^e révision de l'AI et taxes sur le CO₂

Télécommunications/politique de la santé/secret professionnel et protection des données
Présentation de la session spéciale du Conseil national: privatisation de Swisscom, caisse maladie unique et secret bancaire

Secret professionnel et protection des données/politique de la santé/télécommunications
Compte rendu de la session spéciale de mai 2006: le Conseil national dit trois fois non

<p>Politique régionale/réformes structurelles/ Etat et droit administratif/droit des sociétés Présentation de la session d'été des Chambres fédérales: un grand nombre de dossiers intéressent l'économie</p>
<p>État et droit administratif/imposition des entreprises/télécommunications Session d'été des Chambres fédérales: 1^{ère} semaine – Imposition des entreprises: les successions dans les PME facilitées</p>
<p>Imposition des personnes physiques/fiscalité des entreprises Session d'été des Chambres fédérales: 2^e semaine – Dossiers fiscaux importants au Conseil des Etats</p>
<p>Climat/politique régionale/politique sociale Session d'été des Chambres fédérales: 3^e semaine – Le Conseil national introduit la taxe sur le CO₂</p>
<p>Marché de l'énergie/assurance maladie/politique sociale/fiscalité des entreprises Présentation de la session d'automne des Chambres fédérales: révision de l'AI, réforme de l'imposition des entreprises II, financement des soins et loi sur l'approvisionnement en électricité</p>
<p>Assurance maladie/fiscalité des entreprises Session d'automne des Chambres fédérales: 1^{ère} semaine – réforme de l'imposition des entreprises et financement des soins</p>
<p>Politique européenne/transports Session d'automne des Chambres fédérales: 2^e semaine – fonds d'infrastructure et rapport Europe</p>
<p>Marché de l'énergie/fiscalité des entreprises/ Etat et droit administratif Session d'automne des Chambres fédérales: 3^e semaine – réforme de l'imposition des entreprises, droit de recours des associations et loi sur l'approvisionnement en électricité</p>
<p>Relations économiques bilatérales/formation/finances publiques/politique sociale/énergie/politique de la santé /fiscalité/poste/télécommunications Présentation de la session d'hiver des Chambres fédérales</p>
<p>Finances publiques/politique de la santé/Etat et droit administratif Session d'hiver des Chambres fédérales: 1^{ère} semaine – ouverture de la session: budget et plan financier, PUBLICA, managed care et droit de recours des organisations</p>
<p>Politique environnementale Session d'hiver des Chambres fédérales: 2^e et 3^e semaines – droit de recours des organisations, loi sur le CO₂, loi sur les brevets et politique agricole 2011</p>

Communiqués de presse

<p>Europe Suisse – UE: Le pragmatisme, garant du succès Nouvelle prise de position d'economiesuisse</p>
<p>Poste Marché postal: saisir les opportunités de croissance. L'ouverture du marché ne menace pas le service universel</p>
<p>economiesuisse Andreas Schmid élu successeur d'Ueli Forster</p>
<p>Politique économique Ne pas mettre en jeu l'innovation</p>
<p>TVA Priorités aux simplifications pratiques de la TVA: le rapport Spori crée la transparence et présente des pistes concrètes</p>
<p>Formation Articles sur la formation: une décision avisée</p>
<p>economiesuisse Discussions agendées avec Swissmem</p>
<p>Transport aérien Le rôle de l'aviation suisse reconnu</p>
<p>Fiscalité des entreprises Les successions dans les PME enfin facilitées</p>
<p>Réformes structurelles Un jalon dans l'assainissement des finances fédérales</p>
<p>Fiscalité des entreprises Porte enfin ouverte aux successions dans les PME</p>
<p>Climat La décision du Conseil national concernant la loi sur le CO₂ dépasse l'objectif souhaité</p>
<p>Nouveau certificat de salaire/PME Bilan d'une longue lutte dans l'intérêt des PME – à propos de la décision de la CSI relative au nouveau certificat de salaire</p>
<p>economiesuisse Large représentation des intérêts de l'économie</p>
<p>Relations économiques bilatérales Pour un renforcement des relations économiques avec le Japon</p>
<p>Poste Le monopole de la poste coûte cher aux clients</p>
<p>OMC Des progrès sont urgents dans le cycle de Doha</p>
<p>economiesuisse Présidence d'economiesuisse: à propos du retrait d'Andreas Schmid</p>
<p>Finances publiques Explosion des dépenses annoncée dans le domaine social</p>
<p>economiesuisse Les entreprises et les associations à l'épreuve</p>
<p>Politique monétaire Pour une politique monétaire indépendante. Manifeste de l'économie contre l'initiative COSA</p>
<p>Politique monétaire Un non catégorique à la dangereuse initiative COSA le 24 septembre 2006!</p>
<p>economiesuisse Gerold Bührer désigné à la présidence</p>
<p>Fiscalité des entreprises La réforme de l'imposition des PME en bonne voie</p>
<p>Politique énergétique L'économie se distancie du rapport Schaer</p>

Poste
La Poste doit mieux exploiter le potentiel des agences postales
Politique de la santé
Une mauvaise décision qui sent l'économie planifiée
economiesuisse
Swissmem reste membre – pas de départ pour le moment
economiesuisse
Gerold Bühler élu à l'unanimité à la présidence
Formation
Renforcer la formation et la recherche
economiesuisse
Elections au Comité d'economiesuisse
Europe
La voie bilatérale consolidée
Conjoncture
La croissance en 2007 devrait se situer entre 1,7% et 2,3%

Autres publications

Recherche
La recherche et le développement dans l'économie privée en 2004

Recherche
La Suisse dans la concurrence de la société du savoir

Votations

Arrêté fédéral du 16 décembre 2005 modifiant les articles de la Constitution sur la formation
(21 mai 2006)

Initiative populaire « Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS »
(24 septembre 2006)

Loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est
(26 novembre 2006)

Newsletter

Electricité: un troupe de chevaux de Troie?/Imposition des couples mariés/Taux d'imposition partielle des entreprises

Politique européenne pragmatique/Réduction de la croissance du nombre de rentes AI/Ouverture du marché postal

Liquidation partielle indirecte/Redistribution des richesses/Le temps du pétrole bon marché est révolu

Protéger les brevets et encourager l'innovation/Priorités en politique de formation et de recherche/Les contribuables triment jusqu'au 3 juillet

Premier congrès de l'aviation/Risques pour l'approvisionnement en électricité/Non à la loi sur les allocations familiales

Certificat de salaire: bilan d'une longue lutte/La bombe à retardement des finances fédérales/Libre-échange avec l'UE: chance pour l'agriculture

Journée de l'économie/L'économie refuse COSA/Finances publiques: économise-t-on vraiment?

Marché de l'électricité: beaucoup de compromis, peu de marché/Finances fédérales: le social écrase le reste/Le cumul pan-européen-méditerranéen progresse

Les dépenses fédérales continuent de s'alourdir/Progrès dans le dossier de la TVA/Oui à la coopération avec les pays de l'Est

Hommage à Ueli Forster/Santé: priorité aux réformes hospitalières/Gerold Bühler nouveau président

Manifestations

Conférence des directeurs
24 avril

Conférence annuelle d'économie suisse
2 mai

Journée de l'économie
7 septembre

2e Congrès suisse de l'aviation
30 octobre

Sessions parlementaires

Session de printemps
du 5 au 23 mars

Session d'été
du 4 au 22 juin

Session d'automne
du 17 septembre au 5 octobre

Session d'hiver
du 3 au 21 décembre

Votations

11 mars
Initiative populaire « pour une caisse maladie unique et sociale »

17 juin
Loi fédérale sur l'assurance invalidité (LAI)

21 octobre
Élections fédérales

25 novembre

État: mars 2007

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3001 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles

www.economiesuisse.ch